

# Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la solidarité de la France avec les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, le rôle de l'Etat et l'urgence de la construction européenne, Montpellier, le 4 octobre 2001.

Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Président de la Région,  
Monsieur le Maire de Montpellier,  
Mesdames et Messieurs les Elus,  
Mesdames et Messieurs,

La tragédie du 11 septembre 2001 est toujours dans nos coeurs et dans nos mémoires. Elle a changé notre approche, notre sensibilité, notre regard sur le monde moderne. Elle a probablement changé notre psychologie collective. Elle a changé la respiration des choses, le rythme de ce qu'il faut imaginer, de ce qu'il faut accomplir ensemble pour que l'avenir, aujourd'hui assombri, soit toujours porteur d'espérance.

Le 11 septembre, tous les Français, tous les Européens se sont, a-t-on dit, sentis un peu Américains.

Par solidarité instinctive avec un peuple ami et allié dont nous ressentions et partageons l'immense traumatisme. Mais aussi parce que nous mesurons que si l'Amérique pouvait être frappée au coeur-même de sa puissance, c'est en réalité le monde entier qui était menacé. Chacun a soudain ressenti au plus profond de lui-même que notre monde globalisé, porteur de tant de progrès, était aussi un monde dangereux. Un monde où les menaces sont d'autant plus inquiétantes qu'elles sont plus difficiles à cerner, à identifier. Les cellules terroristes vivent dans nos sociétés avant de chercher à les détruire. Le crime utilise toutes les nouvelles technologies pour se jouer des frontières. Dans nos démocraties, les principes de tolérance et de respect de toutes les libertés, qui sont notre honneur et qui fondent nos états de droit, sont détournés par ceux-là mêmes qui combattent la tolérance et les libertés individuelles.

Face à ces crimes odieux se pose aujourd'hui la question de la participation française à la riposte. Je l'ai déjà dit, la France ne restera pas à l'écart de la lutte, du combat contre le terrorisme. Tout converge à identifier Oussama Ben Laden et ses réseaux comme les auteurs de ces attentats : ils doivent rendre compte de leur crime. Et la France participera à l'action qui vise à neutraliser ces réseaux qui, on le sait aujourd'hui, auraient pu perpétrer des attentats sur notre propre territoire.

Nos services sont entièrement mobilisés pour les démanteler.

Nous avons gelé les avoirs des mouvements ou organisations présumés terroristes.

Nous serons également présents dans le domaine militaire. Avec le Gouvernement, nous avons d'ores et déjà donné l'ordre à la Marine nationale de coopérer avec la Marine américaine. Nous avons également décidé d'autoriser le survol de notre pays par les avions militaires américains et autorisé l'accès à nos ports pour les navires de guerre américains.

Nous sommes en contact permanent avec nos amis d'outre Atlantique et aussi avec nos autres partenaires dans le monde. Notre participation à l'action implique, bien entendu, que nous participions à la définition des objectifs et des moyens.

La France agira avec discernement mais sans faiblesse. Pas uniquement en hommage à la mémoire des victimes de ce drame, mais aussi parce que nous savons que s'ils ne sont pas neutralisés, les auteurs des attentats du 11 septembre recommenceront leurs crimes.

Au-delà, face à ces dangers, chacun se demande aujourd'hui si le XXIème siècle, avec toutes ses promesses de paix, de progrès, n'a pas montré son autre visage, le 11 septembre 2001, à New York. Et chacun s'interroge.

Entendre ces interrogations. Essayer de répondre à ces inquiétudes. Montrer le chemin. Tirer les leçons des événements. Tel est le premier devoir des responsables de l'Etat. Et c'est ce que je voudrais faire aujourd'hui avec vous, dans le cadre de ce débat européen.

Leçon tout d'abord pour notre pays, pour la France.

Nous avons vu aux Etats-Unis s'exprimer, dans l'épreuve, avec une force particulière, le sentiment d'appartenance à une même Nation. Nous avons vu se mobiliser la solidarité immédiate de tout un peuple au secours des victimes. Nous avons vu aussi que, dans ce pays aux mentalités que l'on dit si différentes des nôtres, les pouvoirs publics étaient immédiatement sollicités et qu'ils agissaient pour faire face aux conséquences des attentats dans tous les domaines : celui des secours à apporter aux victimes et celui du soutien dispensé à une économie fragilisée au moins dans certains de ses secteurs et naturellement celui de la recherche des coupables et de la prévention d'autres attentats.

Cela ne peut que nous renforcer dans l'idée que les voies dans lesquelles nous nous sommes engagés, qu'il s'agisse de la construction de l'Europe ou de l'inéluctable mondialisation, ne signifient pas et ne doivent pas signifier un effacement des Etats. Au contraire, pour assurer la protection des personnes et des biens, pour installer une vraie solidarité au profit des citoyens et des territoires, pour fixer au pays ses orientations d'avenir et pour l'y préparer, nous avons plus que jamais besoin d'un Etat efficace. Mais d'un Etat qui sache se recentrer sur ses missions essentielles, qui sache organiser et diriger avec autorité les services indispensables, qui sache favoriser dans une architecture nouvelle des pouvoirs la pleine participation de toutes les collectivités à l'oeuvre commune.

Et j'aurai l'occasion de revenir sur ces exigences.

Leçon aussi, et ensuite, pour l'Europe.

Dans cette période troublée, faut-il plus ou moins d'Europe ? Faut-il se calfeutrer chez soi, ou travailler résolument avec ses voisins et ses partenaires ? Faut-il ralentir le rythme de la construction européenne ou contraire faut-il l'accélérer ? Voilà les questions qui se posent avec une acuité toute particulière.

Jusqu'à ces dernières semaines, l'Europe était une garantie de démocratie et de paix après des siècles d'affrontement. C'était un marché économique, une réalité monétaire imminente, en quelque sorte l'air que nous respirions de plus en plus naturellement. Mais elle était aussi une construction un peu abstraite, singulièrement présente, certes, via ses directives, dans les détails de la vie quotidienne des citoyens européens, mais aussi trop souvent absente de leurs préoccupations essentielles. D'où, à côté des idéaux affirmés, des réalisations effectuées, une certaine perplexité, des doutes, parfois même l'agacement suscité par la réalité européenne. Aujourd'hui, dans ce contexte nouveau, l'Europe est tout à la fois une évidence, une nécessité et aussi une urgence.

Tout simplement parce qu'à mesure que se précisent certaines menaces, s'impose, pour des femmes et des hommes partageant les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts, le devoir de se rassembler, de coopérer, de construire ensemble, de vivre et de faire vivre nos valeurs.

Tout simplement aussi parce qu'il est de plus en plus clair que les problèmes que rencontrent nos sociétés, les défis qu'elles doivent affronter, ne pourront être résolus que par l'union, le travail en commun, la confiance.

Je pense à la croissance économique.

Deux tiers de nos échanges se font dans l'Union européenne, grâce au marché unique, à la politique agricole commune, à la défense collective de nos intérêts commerciaux face au reste du monde. Nous disposons, et c'est un atout formidable pour nos entreprises et pour notre emploi,

d'un marché proche et ouvert de 380 millions, et demain, après l'élargissement, de 500 millions d'habitants. Ce grand marché a tout naturellement appelé la monnaie unique. Le 1er janvier prochain, avec l'euro, nous franchirons une étape économique et politique majeure. Nous nous y préparons. J'ai la conviction que l'euro, en dépit des difficultés liées au changement de repères monétaires, va être une protection et une arme pour affronter un monde où la compétition est rude. Il faut maintenant avancer sur tous les fronts dont dépend notre croissance : la coordination de nos politiques économiques. La concrétisation de l'Europe sociale. Le développement des réseaux de communication, d'énergie, de transports. La montée en puissance des programmes de recherche, de technologie, d'équipements. Si nous sommes dépendants de la croissance mondiale, il nous appartient d'y concourir en confortant par tous les moyens la croissance de l'Europe.

Je pense aussi à l'environnement, à la qualité de la vie.

Il est évident que ce ne sont pas les pays pris isolément qui peuvent lutter contre les gaz à effet de serre, combattre les marées noires, repenser les pratiques agricoles, assurer la sécurité alimentaire, redessiner la carte des sites industriels à risques. Tous ces défis et bien d'autres, en raison même des coûts qu'ils représentent, doivent être abordés à l'échelle de l'Europe, pour que les citoyens européens soient rassurés sur l'avenir de leurs enfants.

Je pense enfin et surtout à la sécurité. Sécurité à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières.

C'est bien sûr l'Etat, un Etat déterminé à faire respecter le droit et la loi partout sur son territoire, qui a la responsabilité première de protéger les citoyens. Mais face au terrorisme international, que pourraient des Etats repliés sur eux-mêmes et réduits à leurs propres forces ? Peu de choses.

L'Europe l'a compris. Elle se mobilise contre la barbarie, ses réseaux, ses sources de financement. Elle doit le faire au sein des organisations internationales, avec ses partenaires, au premier rang desquels bien sûr les Etats-Unis. Elle doit le faire en développant la coopération des services de renseignement. Elle doit le faire surtout en accélérant la mise en place d'un espace judiciaire commun, comme l'a décidé, au lendemain de la tragédie de New York, le Conseil européen de Bruxelles. Nous allons enfin, et très vite, harmoniser nos législations et créer un mandat d'arrêt européen. Il faut que demain les terroristes, les organisations mafieuses, criminelles, les trafiquants de drogue ou d'êtres humains, ne disposent plus d'aucun sanctuaire dans l'Union Européenne.

Chacun comprend aussi que, sauf à voir se multiplier les scènes auxquelles nous assistons aux abords du Tunnel sous la Manche, l'Union doit harmoniser les conditions d'accueil des étrangers et ces critères d'asile. De même, pour contrôler efficacement une frontière extérieure commune qui ira bientôt jusqu'à la Russie, nous devons unifier progressivement nos douanes et nos polices des frontières.

Dès lors que nous partageons un même espace de sécurité, c'est vers la construction d'une véritable puissance européenne que nous devons aller. Une puissance européenne, c'est aussi une défense européenne.

Il y a trois ans, avec Tony Blair, à Saint-Malo, j'ai relancé l'Europe de la défense. Parce que l'Union peut, sur le terrain, contribuer à la paix dans le monde. Aujourd'hui, l'Europe a un Etat-Major. Elle se dote de la capacité de projeter des forces importantes. Elle met en place son propre dispositif de renseignement. Quel progrès en trois ans !

En même temps que l'Europe de la défense progresse, sa politique étrangère est de plus en plus visible, écoutée, espérée. Là aussi, que de chemin parcouru ! De la Macédoine au Proche-Orient, en passant par la Conférence de Durban, s'affirme une véritable diplomatie européenne. Jadis foyer de guerre, l'Europe devient facteur de paix, et soyez assurés que la France y tient toute sa place.

Facteur de paix, l'Europe doit continuer, plus que jamais, à être facteur de solidarité, et de solidarité mondiale. S'il faut combattre les effets du terrorisme, il faut également, et l'un ne va pas sans l'autre, en identifier les causes. Même si le terrorisme est l'enfant du fanatisme, le fanatisme, on le sait, se nourrit de la misère, de la frustration, de l'humiliation d'une partie de

l'arabisme, on le sait, se nourrit de la misère, de la frustration, de l'humiliation d'une partie de l'humanité. L'Europe, qui a tissé au fil des siècles des liens historiques et affectifs avec des pays éloignés de ses frontières, a vocation à faire entendre avec force la voix de la justice, la voix du partage, qui est aussi la voix de la sagesse et de la raison.

En réalité, ce qui a changé au cours de ces dernières semaines, ce ne sont pas les objectifs à atteindre par l'Union européenne. Ces objectifs sont connus depuis longtemps. C'est l'urgence qu'il y a désormais à les atteindre. C'est l'impatience des Européens, qui veulent être compris, protégés, encouragés par leur Etat et par l'Europe. C'est le rythme, le tempo d'une construction européenne à visage humain, faite pour le progrès et la sûreté des hommes.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le chemin que, pour ma part, je propose à la Nation. Il s'agit de refuser avec la même détermination le repli sur soi et l'abandon de soi. Il s'agit de choisir la France et l'Europe, la France dans l'Europe, afin que les Européens, forts et fiers de leur double appartenance, de leur double citoyenneté, assument pleinement leur rôle, économique, culturel, politique, et aussi éthique.

Je vous remercie.